

Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



RIGES

www.riges-uao.net

ISSN: 2521-2125

Numéro 10

Juin 2021



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Direction

Arsène DJAKO, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Joseph P. ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Konan KOUASSI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Dhédé Paul Eric KOUAME**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Yao Jean-Aimé ASSUE**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Zamblé Armand TRA BI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Kouakou Hermann Michel KANGA**, Maître-Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **HAUHOLOT** Asseypo Antoine, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **ALOKO** N'Guessan Jérôme, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **BOKO** Michel, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- **ANOH** Kouassi Paul, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **MOTCHO** Kokou Henri, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- **DIOP** Amadou, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **SOW** Amadou Abdoul, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **DIOP** Oumar, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- **WAKPONOU** Anselme, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- **KOBY** Assa Théophile, Maître de Conférences, UFHB (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **HECTHELI** Follygan, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **KADOUZA** Padabô, Professeur Titulaire, Université de Kara (Togo)
- **GIBIGAYE** Moussa, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)

EDITORIAL

La création de RIGES résulte de l'engagement scientifique du Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RIGES est une revue généraliste de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des mutations en cours issues des désorganisations structurelles et fonctionnelles des espaces produits. La revue maintient sa ferme volonté de mutualiser des savoirs venus d'horizons divers, dans un esprit d'échange, pour mieux mettre en discussion les problèmes actuels ou émergents du monde contemporain afin d'en éclairer les enjeux cruciaux. Les rapports entre les sociétés et le milieu naturel, la production agricole, l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et urbaines, le développement territorial ont fait l'objet d'analyse dans ce présent numéro. RIGES réaffirme sa ferme volonté d'être au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent aux enjeux, défis et perspectives des mutations de l'espace produit, construit, façonné en tant qu'objet de recherche. A cet effet, RIGES accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées à la pensée géographique dans cette globalisation et mondialisation des problèmes qui appellent la rencontre du travail de la pensée prospective et de la solidarité des peuples.

**Secrétariat de rédaction
KOUASSI Konan**

COMITE DE LECTURE

- KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- BECHI Grah Félix, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- MOUSSA Diakité, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- VEI Kpan Noël, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- LOUKOU Alain François, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- TOZAN Bi Zah Lazare, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- SOKEMAWU Koudzo, Professeur Titulaire, U L (Togo)
- HECTHELI Follygan, Professeur Titulaire, U L (Togo)
- KOFFI Yao Jean Julius, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- Yao Jean-Aimé ASSUE, Maître de Conférences, UAO
- Zamblé Armand TRA BI, Maître de Conférences, UAO

Sommaire

<p>AKADJE-Konan Léocadie Marie-Claude</p> <p><i>Suivi spatio-temporel de la mangrove du complexe Sassandra-Dagbégo</i></p>	5
<p>DIOP Khalifa, CISSÉ Ahmadou Bamba</p> <p><i>Salinisation et risques pour l'agriculture périurbaine à Pikine : analyse des résultats du suivi de l'évolution saisonnière et interannuelle (2016-2017) de la minéralisation des eaux d'irrigation à travers la conductivité électrique</i></p>	21
<p>TOFFA Yessia, FANDOHAN Adandé Belarmain, AVOCEVOU-AYISSO Carolle, SODE Akoeugnigan Idelphonse</p> <p><i>Distribution potentielle des habitats favorables au genre <i>Cochlospermum Kunth</i> et identification des zones prioritaires pour une conservation résiliente au changement climatique</i></p>	40
<p>ABIODOUN Adémola Frédéric, FANDOHAN Adandé Belarmain, TOKO IMOROU Ismaïla, GANGLO Jean Cossi</p> <p><i>Modélisation des habitats favorables à la conservation du buffle (<i>Syncerus caffer</i>) dans le contexte des changements climatiques au Bénin en Afrique de l'Ouest</i></p>	61
<p>Seausoliait Eusèbe KOUAKOU, Della André ALLA</p> <p><i>Les facteurs d'aléas d'inondation et d'érosion dans les petites localités ivoiriennes : cas des villes de Tiassale et N'douci (Sud de la Côte d'Ivoire)</i></p>	78
<p>Mamadou DIOMBERA</p> <p><i>Tourisme à Saly Portudal (Sénégal) : entre vulnérabilité et résilience face aux défis du changement climatique</i></p>	98
<p>LARE Konnegbéne</p> <p><i>L'exploitation des bas-fonds dans la Région des Savanes au Nord-Togo : un enjeu important pour un développement socio-économique local</i></p>	123
<p>DEGUI Jean-Luc, KOUADIO Kouakou Abraham</p> <p><i>Pratiques culturelles et dégradation forestière dans le département de Divo au sud de la Côte d'Ivoire</i></p>	149

<p>Drissa KONE, Seydou MARIKO, Abdoul Kadri KOLLI</p> <p><i>Rôle du marché de Nièna dans l'approvisionnement et la commercialisation du bétail en République du Mali</i></p>	164
<p>YANOGO Pawendkigou Isidore, SANOGO Salifou, YAMÉOGO Joseph</p> <p><i>La pastèque (citrullus lanatus), une opportunité pour les acteurs de la commercialisation dans la ville de Koudougou (Burkina Faso)</i></p>	177
<p>MASSAR Sène</p> <p><i>Le mode d'acquisition foncière à Pikine et à Diaminar : pratiques irrégulières et différenciées entre deux quartiers périphériques et populaires de la ville de Saint-Louis</i></p>	196
<p>NGUIJOI Gabriel Cyrille, MBOKA MADIBA Jean Jacques, NKOUNGOU Gregory José, JAKPOU NJIPNANG Doris Nadine, MENDOUGA Yanick, ESSE NDJENG M.P.</p> <p><i>Désertion et déperdition scolaire dans la Vallée du Ntem : L'attrait des « pétro-francs CFA » guinéens et gabonais sur les jeunes de l'extrême sud-Cameroun</i></p>	214
<p>Estelle ZUO-DIATE, Dominique COURET, Ousmane DEMBELE</p> <p><i>Urbanisation de la périphérie sud-est d'Abidjan : quand un roi impose sa volonté à l'Etat</i></p>	235
<p>ASSI-KAUDJHIS Narcisse, GNANKOUEEN Anicet Renaud</p> <p><i>Autoproduction de logements et aménagement de l'espace urbain à Bongouanou (Côte d'Ivoire)</i></p>	260
<p>OUEDRAOGO Rawelguy Ulysse Emmanuel, NIKIEMA Dayangnéwendé Edwige, Georges COMPAORE</p> <p><i>Prolifération et gestion des bouteilles à usage unique à Koudougou (Burkina-Faso)</i></p>	277

**DESERTION ET DEPERDITION SCOLAIRE DANS LA VALLEE DU NTEM :
L'ATTRAIT DES « PETRO-FRANCS CFA » GUINEENS ET GABONAIS SUR LES
JEUNES DE L'EXTREME SUD-CAMEROUN**

NGUIJOI Gabriel Cyrille, Attaché de Recherche,
Institut National de Cartographie (INC)
Email : gabrielcyrilnguijol@yahoo.fr

MBOKA MADIBA Jean Jacques, Attaché de Recherche,
Institut National de Cartographie (INC)
Email : madibajacques4@gmail.com

NKOUNGOU Gregory José, Attaché de Recherche,
Institut National de Cartographie (INC)
Email : nkoungougregory@yahoo.fr

JAKPOU NJIPNANG Doris Nadine, Attaché de Recherche,
Institut National de Cartographie (INC)
Email : dorisnadine@yahoo.fr

MENDOUGA Yanick, Attaché de Recherche,
Institut National de Cartographie (INC)
Email : mendouga1989@gmail.com

ESSE NDJENG M.P., Directeur de Recherche,
Institut National de Cartographie (INC)
Email : esemaxime@yahoo.fr

Résumé

L'entrée du Gabon et de la Guinée équatoriale dans la scène pétrolière du Golfe de Guinée dans les années 2000, a fait de ce que Etanislav Ngondi appelle le « *triangle de l'opulence* » (Cameroun-Gabon-Guinée Equatoriale) la cible de convoitise des jeunes de l'extrême sud-Cameroun, en témoigne le taux élevé de désertion et de déperdition scolaire observé dans la vallée du Ntem ces dernières années. Cet espace transfrontalier favorise l'entrée des pétro-francs CFA gabonais et guinéens qui attirent une bonne partie de la jeunesse camerounaise. Sur la base d'outils méthodologiques empruntés aux champs de la Géographie, de la géopolitique et de la sociologie critique, ce travail a mobilisé une enquête socio-économique en 2013, menée par un groupe de chercheurs de l'Institut National de Cartographie (INC) du Cameroun, et les résultats issus des sources institutionnelles. Il ressort de ces recherches que la déperdition scolaire a affecté près de

40% des jeunes de ce département, soit 47% pour les jeunes relevant du groupe socio-spatial Fang-Ntumu. Ce travail s'attache enfin, à poser un regard analytique et critique sur les facteurs facilitant l'émergence de ce phénomène : déficit d'infrastructures, d'enseignants du secteur public, l'inadéquation des programmes scolaires par rapport aux possibilités d'emplois offertes dans l'environnement immédiat, le besoin d'être autonome financièrement et le manque d'une diplomatie de villes entre les trois Etats.

Mots clés : Déperdition scolaire, flux asymétriques, pétro-francs CFA, défis sécuritaires, vallée du Ntem.

Abstract

The entry of Gabon and Equatorial Guinea into the oil scene of the Gulf of Guinea in the 2000s has made the What Etanislav Ngondi calls the “*triangle of opulence*” (Cameroon-Gabon-Equatorial Guinea) a target for the youth of the Southern part of Cameroon, with regards to the high rate of desertion and school drop-out observed in the Ntem Valley. This space favors the flow of petro-francs CFA that attracts a large number of young Cameroonians. On the bases of methodological tools borrowed from the fields of Geography, Geopolitics and Critical Sociology, this research has used the 2013 socio-economic survey conducted by a group of researchers from the National Institute of Cartography (INC) and results from institutional sources. Results show that school drop-out affects nearly 40% of young people in this area, the highest rate (47%) affecting the socio-spatial Fang-Ntumu group. This work finally seeks to make an analytical and critical look on the existing infrastructures, lack of teachers, inadequate school programs in relation to the employment opportunities, the need to be financially independent and the lack of city diplomacy between the three states.

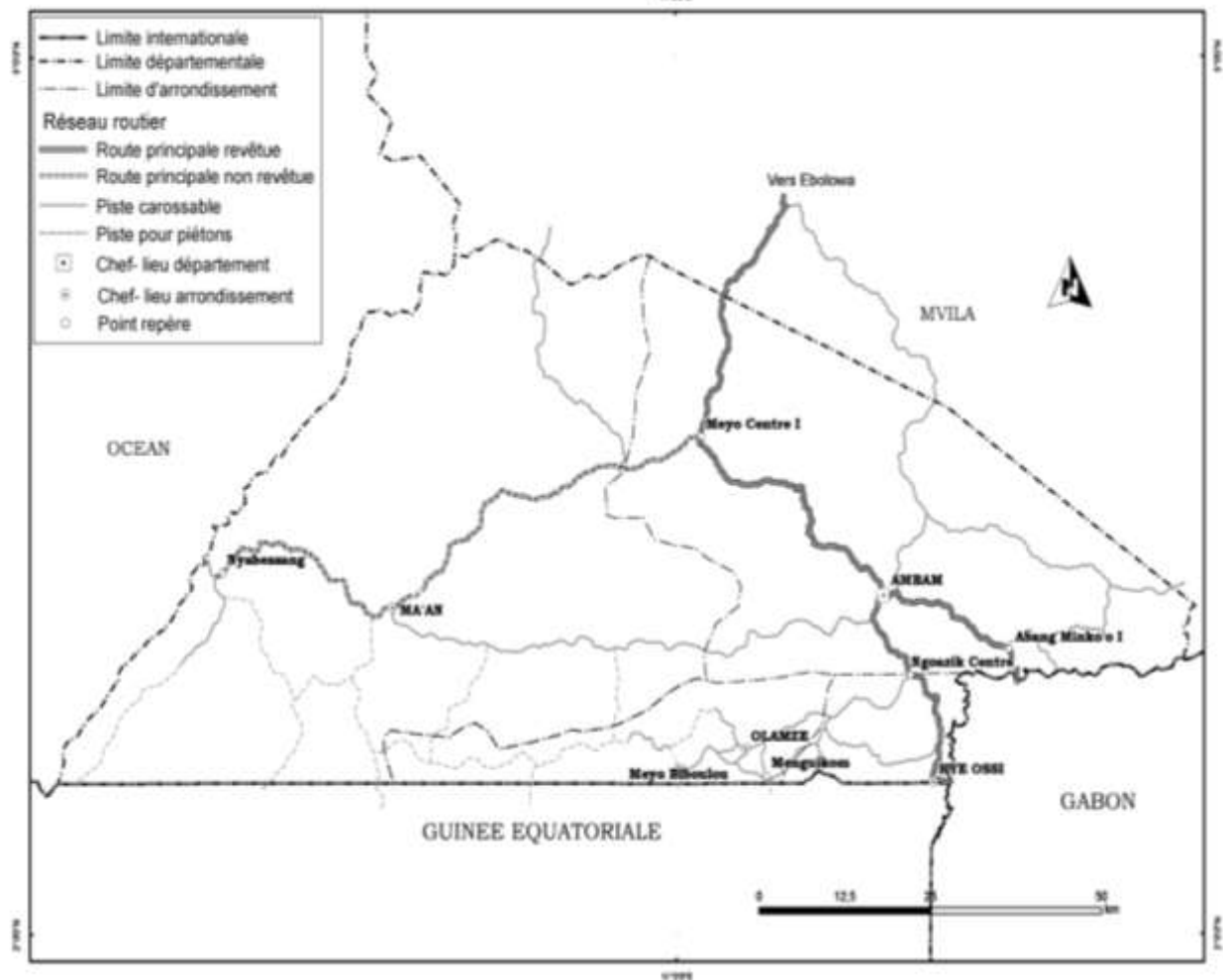
Keywords: Asymmetrical flows, School drop-out, Petro-francs CFA, Security challenges, Ntem valley.

Introduction

Les problématiques qui mettent les frontières au cœur de la construction des relations interétatiques (LOULICHKI, 2018, p.9), tant au niveau des gouvernements que celui des collectivités locales, révèlent entre autres phénomènes, l'accroissement de la mobilité des flux asymétriques (toute forme d'activité illicite qui s'épanouit par-delà les frontières et à la faveur de celles-ci) organisé autour de la *transfrontalité*. Alors que la sous-région Afrique centrale fait face à une vague de violences, la situation de la *mobilité transfrontalière* dans le « triangle de l'opulence » Cameroun-Gabon-Guinée Equatoriale

(Ngondi, 2015, p.89) suscite désormais un regard attentif, quant à la montée en puissance du phénomène de désertion et déperdition scolaire observé dans la vallée du Ntem depuis quelques années. En 2012, une enquête socioéconomique menée par l'Institut National de Cartographie du Cameroun (INC) dans le département de la Vallée du Ntem (Sud-Cameroun) a révélé un taux moyen de déperdition scolaire au niveau du cycle primaire d'environ 40%. De nombreux travaux montrent qu'à peine un enfant scolarisé sur deux achève le cycle primaire dans cette région. Au plan national, le taux moyen de déperdition scolaire enregistré est de 25%, soit quinze points de différence (ECAM 4, 2014, p.15). Cette situation s'oppose au taux d'alphabétisation national qui est supérieur à 90%. Jusqu'à la publication des résultats de cette enquête dans un rapport de recherche intitulé : « *La Vallée du Ntem, problématique de l'émergence d'un pôle de développement en zone frontalière* », le phénomène de déperdition scolaire était davantage signalé dans les campagnes reculées du Nord-Cameroun où on enregistre un réel déficit d'infrastructures scolaires et d'enseignants qualifiés. Pourtant, dans la Vallée du Ntem, on peut affirmer qu'en dépit des problèmes liés à l'enclavement de certaines localités, il existe une vieille tradition de scolarisation des jeunes du fait de la forte présence de missionnaires religieux européens dont l'œuvre évangélisatrice s'est toujours accompagnée d'une alphabétisation systématique des populations. La forte déperdition scolaire observée dans ce milieu peut s'expliquer à la fois par la montée en puissance des échanges asymétriques et, par la tenue des marchés périodiques transformés depuis quelques années, en de véritables déversoirs de « pétro Francs CFA » venant principalement de la Guinée Equatoriale et du Gabon. C'est dans cette dynamique que se jouent les jeux de fermeture des frontières, d'intégration socio-économique et la dynamique marchande (Nkendah, 2011, p.45) c'est-à-dire, une combinaison entre discontinuité et cohésion socio-spatiale, suscitant ainsi plusieurs questionnements. Comment la dynamique des pétro-francs CFA équato-guinéen et gabonais entraîne-t-elle la déperdition scolaire dans la vallée du Ntem ? Quels en sont les enjeux et les perspectives ? La réponse à cette problématique se trouve dans l'analyse de la corrélation entre les pétro Francs CFA équato-guinéen et gabonais et l'expansion de la déperdition scolaire dans la vallée du Ntem au Cameroun (Figure 1). La figure 1 précise la position géographique de ce département par rapport à ces deux pays.

Figure 1 : Localisation de la Vallée du Ntem par rapport au Gabon et à la Guinée Equatoriale



Sources : *Dictionnaires des villages de la Vallée du Ntem (INC/Cameroun)*

1. Méthodologie

La méthodologie de recherche utilisée dans le cadre de cette étude est essentiellement analytique et permet de faire une synthèse transdisciplinaire des phénomènes de la transnationalisation des biens et des personnes et la montée en puissance de déscolarisation et l'inachèvement scolaire dans la vallée du Ntem. Cette étude, est fondée à la fois sur la démarche quantitative et qualitative, découlant des données empiriques et documentaires. Ces données sont donc catégorisées en données primaires et secondaires.

Les données primaires ont été collectées à travers les enquêtes de terrain réalisées par les chercheurs de l'INC en deux phases : la première a eu lieu entre 2012 et 2013 dans le

cadre de l'exécution d'un projet de recherche institutionnel. La seconde, qui se voulait complémentaire a été conduite en 2020, et s'est appuyée sur des données reçues des acteurs institutionnels en charge, non seulement de l'éducation primaire et secondaire, mais aussi du commerce et de la circulation transfrontalière au Sud-Cameroun. Ces différents travaux menés dans le département de la vallée du Ntem sont le fruit des interviews semi-directives auprès de 270 ménages et sur un échantillonnage de 607 jeunes filles et garçons déserteurs des milieux scolaires, âgés entre 8 et 18 ans. Cela représentait environ 3% de la population scolarisable du département en 2015. Cet échantillon a été prélevé au prorata de la répartition des populations dans le territoire départemental (soit 200 pour 17 117 habitants à Kyé-ossi; 150 pour 15 964 habitants à Ambam; 140 pour 12 448 habitants à Ma'an et 117 pour 8,518 habitants à Olamzé) et à la proximité géographique des différentes villes avec les villes de l'autre côté de la frontière. Il s'agissait de s'appesantir sur la répartition spatiale, les origines ethniques et les motifs qu'avancent les jeunes qui désertent les établissements scolaires. Aussi, les enquêtes ont également été menées sur le volume et l'intensité des flux informels qui seraient de nature à attirer les jeunes.

Les élites politiques et traditionnelles ont également été approchées pour en savoir davantage sur les problèmes que pose le partage d'un espace socio-spatial, traditionnel et culturel commun avec des pays dont le niveau de vie (basé sur le PIB par habitant) est largement supérieur à celui du Cameroun soit, 11 948 pour la Guinée-Équatoriale ; 7 584 pour le Gabon et 1 263 pour le Cameroun (Fonds Monétaire International, 2017).

Les données secondaires proviennent essentiellement des sources documentaires, de l'exploitation des données issue des travaux de recherche et rapports successifs de l'INS couvrant la période de 2012-2019 portant sur les questions de développement, d'emploi, et d'alphabétisation. Le traitement des données collectées a été fait à l'aide d'Excel, ainsi que les logiciels de traitement d'image pour la réalisation des cartes illustrant cette étude notamment, ArcGis 10.8 et QGis 2.12.1.

Ces données ont permis d'avoir un meilleur aperçu sur le rejet quasi systématique de l'offre scolaire et académique par nombre de jeunes de ce département, et les risques d'insécurité voire, d'instabilité transfrontalière que cela peut engendrer. Convoquant cette approche analytique, ce travail se propose de questionner de manière subtile la problématique de la dynamique transfrontalière entre ces trois pays, cette dernière étant fondée principalement sur les échanges économiques. Il s'agit aussi de retracer non

seulement les dynamiques spatiales, de repérer les acteurs, d'évoquer leur impact sur la déperdition scolaire et d'en déterminer les enjeux politico-sécuritaires.

2. Résultats

2.1 Etat des lieux de la désertion et déperdition scolaire dans la vallée du Ntem

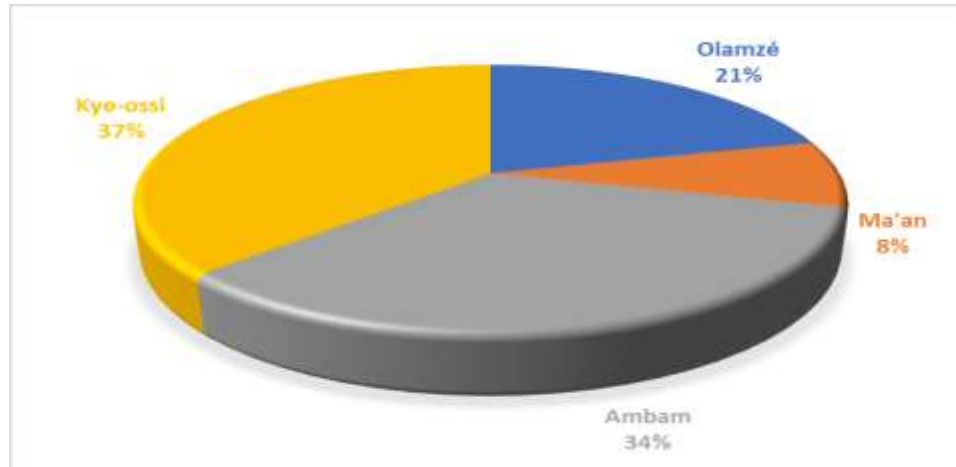
Le débat sur les fondements réels du taux plus ou moins exceptionnel de la déperdition scolaire enregistré dans la région du Sud-Cameroun concerne principalement la qualité de l'offre en matière d'éducation et d'infrastructures de base pour la formation des jeunes. Bien que l'abandon et l'absentéisme scolaire ne soient pas des phénomènes nouveaux dans cette localité, l'on s'inquiète désormais du nombre d'enfants qui désertent l'école ou qui la fréquentent de manière épisodique au cours des dix dernières années. Cette attention portée aux "irréguliers" de l'école est aussi associable à l'existence d'un grand nombre de jeunes analphabètes, dont on pense que le nombre va sans cesse croissant.

2.1.1 Analyse spatio-temporelle du phénomène de déperdition dans la vallée du Ntem

Alors que le Sud-Cameroun affichait un niveau global de scolarisation de 96,1%, se situant un peu plus au-dessus de celui de l'ensemble du pays (80,9%), (ECAM 4, 2014, p.33) le taux d'alphabétisation, en 2010 était de 40% pour les jeunes hommes et de 45% pour les jeunes filles dans la vallée du Ntem, faisant un taux global de scolarisation d'environ 85% (CAMEROUN, 2012, p.17). Selon les statistiques découlant des enquêtes sus mentionnées, la déperdition scolaire affecte environ 40% des jeunes en âge scolaire (moins de 18 ans) dans cette entité territoriale (MINSEC, 2009-2010-2011). Cette tendance est particulièrement haussière depuis le début de l'exploitation du pétrole brut en Guinée Equatoriale et au Gabon au milieu des années 2000 (ODECO, 2006, p.9). Dans les 270 ménages enquêtés, 607 jeunes déserteurs des établissements scolaires ont été dénombrés. Il s'agit des jeunes ayant quitté les bancs d'écoles pour différents motifs. D'emblée, il convient de retenir que les départs du fait de l'indigence des parents sont aussi pris en compte, bien qu'il soit difficile de prétendre que les parents dans cette zone soient les plus démunis du pays. De fait, selon les statistiques de ECAM 4 (INS,2014, p.37), la région du Sud avait un taux de pauvreté tournant autour de 34,1%, contrairement aux régions de l'Extrême-Nord (74,3%), du Nord (67,9%), du Nord-Ouest (55,3%) et de l'Adamaoua (47,1%) dont les taux de pauvreté étaient nettement plus élevés.

La figure 2 présente la proportion par Commune, des jeunes déserteurs des établissements scolaires.

Figure 2 : Répartition des jeunes déserteurs selon les Communes de la Vallée du Ntem

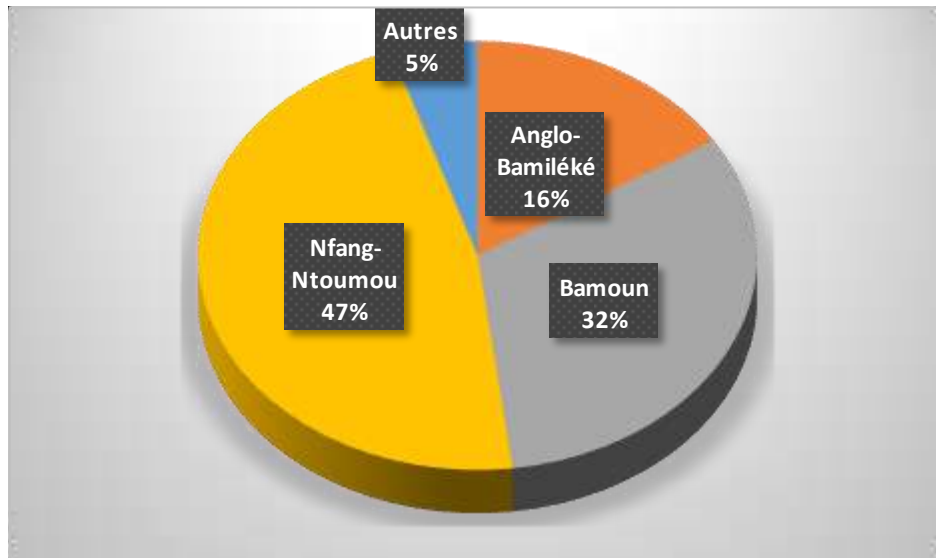


Source : Enquête ménage août 2012 par l'INC

Au regard de la figure qui précède, ce phénomène affecte l'ensemble des Communes du département. Les proportions affichées reflétant également l'allure de la répartition de la population globale par unité administrative montrent que, la taille démographique d'une localité joue un rôle prépondérant dans la propagation du phénomène. Toutefois, on remarque un relèvement sensible du taux de déperdition scolaire dans les localités avoisinant les grands marchés sous régionaux que sont Kyé-Ossi dans la Commune éponyme, Abang-Minko dans la Commune d'Ambam et Menguikom dans la Commune d'Olamze. La présence de ces aires marchandes est donc un élément déterminant pour cerner la dynamique de ce phénomène.

Outre la répartition spatiale des jeunes déserteurs des milieux scolaires, leur appartenance ethnique est un autre indicateur à prendre en compte. De fait, il ressort des données de terrain que, les jeunes relevant du groupe socio-politique traditionnel Fang-Ntoumou sont largement majoritaires parmi les acteurs concernés. Les jeunes Bamoun qui constituent le deuxième groupe sociologique en termes d'effectif, leur emboitent le pas. Pour le reste, on retrouve un ensemble de jeunes d'origines ethniques diverses que dominent les Anglo-Bamiléké. Dès lors, le lien entre ce phénomène et le groupe dominant Fang-Ntoumou est davantage convoqué parce que cette composante sociologique est largement majoritaire avec près de la moitié des effectifs.

Figure 3 : Répartition des jeunes déserteurs selon l'appartenance socio-ethnique



Source : Enquête ménage août 2012-2013 par l'INC

En effet, la relation entre l'appartenance ethnique et la désertion scolaire se trouve dans la facilité des jeunes autochtones (Fang-Ntoumou) à obtenir des emplois de l'autre côté des frontières du fait de l'imbrication sociologique. Cet avantage à eux accordé par le contexte sociologique, les amène à saisir les opportunités d'emplois qui s'offrent à eux qu'aux autres groupes ethniques présents dans la localité.

Outre la répartition spatiale et l'appartenance ethnique, les motifs de la désertion des établissements scolaires par les jeunes constituent un élément supplémentaire permettant une analyse profonde du phénomène de la déperdition scolaire. Les informations tirées de divers entretiens avec les jeunes, les chefs de ménages et les responsables d'établissements révèlent une forte aspiration des jeunes à gagner très tôt et rapidement de l'argent. Les 607 jeunes ciblés se sont prononcés sur les causes de leur départ du milieu scolaire. En tenant compte de la précarité qui mine la plupart de leurs parents, 65% de l'effectif des jeunes garçons évoque effectivement le besoin d'être autonome financièrement, 25% récriminent contre l'inadéquation des programmes scolaires par rapport aux possibilités d'emploi offerts dans leur environnement immédiat tandis que 5%, principalement les jeunes filles, avancent des raisons diverses, notamment le besoin d'aller en mariage. En observant attentivement la vie sociale dans la zone, on constate que les jeunes s'intéressent très tôt aux affaires nuptiales, ou du moins aux unions libres. L'enquête a effectivement révélé que Près de 90% de jeunes dont l'âge oscille entre 17-20 ans vivent maritalement. Ils sont certes majeurs au plan

légal pour la plupart, mais cela contribue fortement à raccourcir leur séjour sur les bancs d'écoles à cause de la multiplication des charges familiales, ayant pour conséquence le besoin d'accroître leurs revenus. En clair, ces jeunes qui ne vont plus à l'école constituent une main-d'œuvre bon marché, obéissante, frugale et peu exigeante qui aigüise les appétits de ces deux pays voisins.

Ces alliances plus ou moins précoces, comme les déterminants de la déperdition scolaires sus-évoqués, semblent être liés au milieu géographique dont les paragraphes suivants déclinent quelques principales caractéristiques.

2.1.2 L'essor économique du Gabon et de la Guinée Equatoriale : une menace pour la scolarisation des jeunes de la vallée du Ntem

L'accélération de la croissance économique observée ces dix dernières années au Gabon et en Guinée Equatoriale due à l'augmentation de l'exploitation du pétrole qui a permis une forte croissance économique de ces pays (Rosellini, 2005 p.27). Cette croissance économique a impacté de manière significative, la scolarisation des jeunes la zone des trois frontières.

En effet, depuis les années 2000, les deux pays les plus riches d'Afrique centrale (la Guinée équatoriale et le Gabon), positionnés respectivement troisième (3^{ème}) et cinquième (5^{ème}) producteurs de pétrole en Afrique derrière le Nigéria et l'Angola, affichaient un taux de croissance élevé (soit 20%) par rapport à la sous-région (16% en 2013), lié essentiellement à l'attractivité de leurs sous-sols pétrolifères (FMI, 2015, p.67). Le pétrole devient l'une des ressources économiques majeures justifiant ce regain d'attention des jeunes de la vallée du Ntem pour ces deux pays. Ces deux pays totalisent environ 16% des 5 millions de barils produits quotidiennement dans la région d'Afrique équatoriale (GRIP, 2014, p.6).

Leur nouveau statut « d'Eldorado des hydrocarbures » (VoaAfrique, 2014, p.1) est loin de freiner l'attrait et les mouvements des jeunes camerounais se multiplient. Cependant, cette embellie économique appuyé par le développement d'un marché exponentiel, constituent des facteurs de convoitise pour ces pays, exposés à la pauvreté. Faute d'une main d'œuvre qualifiée, les multiples chantiers de construction font intervenir les jeunes Camerounais en âge de scolarisation, pour la plupart ayant déserté l'école soit 63% du taux d'emploi des immigrants internationaux dans ces deux pays (CUA, 2017, p.58). Le couple essor économique et offre d'emplois, a significativement agi sur l'accroissement des besoins d'abandon de l'école (tableau 1) du fait de la quête des meilleures conditions de vie.

Tableau 1 : Répartition (en %) des emplois jeunes dans l’informel selon la branche d’activité

Branche activités	Tranche d’âge		Ensemble
	Jeune	Adulte	
Commerce	16	3,3	9,6
Transport	10,9	3,2	7,5
BTP	10	6	8
Commerce de gros	4	7	5,5
Commerce de détail	10,5	9,4	9,9
Agriculture, élevage et pêche	12,1	15	13,5
Autres services	36,5	56,1	46,3

Source : Enquêtes INC, 2012, CUA, 2017.

L’augmentation de la production du pétrole au Gabon et en Guinée équatoriale est l’un des principaux facteurs de l’expansion de la structure économique de la zone des trois frontières, avec pour conséquence, non seulement une augmentation de la demande en termes de main d’œuvre camerounaise, mais aussi, une offre d’emploi dans le secteur informel, comme l’indique le tableau 1. Il indique également que la main d’œuvre des jeunes est largement dominante. Il en ressort des enquêtes sur le terrain que plus de 130 jeunes camerounais sur les 270 ménages interrogés ont quitté le pays, après avoir constaté que la Guinée équatoriale et le Gabon offraient toutes sortes de possibilités d’emplois. Ces emplois ne sont pas seulement réservés au seul secteur des hydrocarbures, mais aussi aux différents travaux de construction d’infrastructures multiples. A preuve, dans l’échantillon de 607 jeunes interrogés, plus de 400 ont évoqué, à côté d’autres causes sus mentionnées, les opportunités de travail qu’offrent ces deux pays voisins. Plus de 75% de ces jeunes sont attirés par les possibilités d’emploi offerts de l’autre côté de la frontière, et 15% évoquent le mimétisme ou du moins, le suivisme.

2.2 Flux socio-économiques transfrontaliers : une logique explicative de la déperdition scolaire dans la vallée du NTEM

Le département de la Vallée du Ntem est situé dans la région administrative de Sud Cameroun. Il partage une frontière terrestre longue d’environ 160 Kilomètres avec la Guinée Equatoriale (soit 127 km) et le Gabon (soit 28 km) (Pagezyh et al., 2000 : p.2). L’espace géographique de la Vallée du Ntem est caractérisé par deux principaux éléments à savoir : l’existence des liens ethniques et culturels forts qui unissent les populations à travers les frontières et, la position frontalière qui débouche sur le Gabon

et la Guinée Equatoriale, favorisant ainsi le développement d'un espace d'échanges transfrontalier.

2.2.1. Flux socio-spatial transfrontalier mal maîtrisé : un péril pour la scolarisation des jeunes de la vallée du Ntem

Situé dans la région du Sud-Cameroun, le département de la Vallée du Ntem s'étale sur une superficie d'environ 8436 km². Il partage une frontière terrestre longue d'environ 298 km et 189 km avec le Gabon et la Guinée Equatoriale respectivement, et est limité à l'ouest par le département de l'Océan. Du fait de la frontière qu'il partage avec le Gabon et la Guinée Equatoriale, la Vallée du Ntem est l'un des principaux couloirs d'entrée/sortie pour les produits entre les deux pays voisins qui enregistrent des Produits Intérieur Brut (PIB) par habitant pratiquement dix fois plus élevé que celui du Cameroun, oscillant autour de 1000 US Dollars/an/habitant (MINEPAT, 2014, p.14). Notons que la triple socio-spatialité du groupe ethnique Fang-Ntoumou de part et d'autre de cette frontière est l'un des éléments qui conduisent les populations riveraines à développer ces flux économiques transfrontaliers (ECAM4, 2014, p.15). Selon Nkendah et al., (2011, p.49) ces flux transfrontaliers qui sont pour la plupart informels, sont à l'origine de l'augmentation de la déperdition scolaire que l'on a observé dans ce département ces dix dernières années. La déscolarisation et l'absentéisme scolaire font partie des problèmes dont les jeunes font face notamment dans les points de passage de Messi-Messi, de Kyé-Ossi, d'Ebengon, et de Menguikom (Mbega, 2015, p.9).

L'environnement socio-spatial de la Vallée du Ntem se caractérise par deux principaux éléments à savoir : l'existence de liens ethniques et culturels forts qui unissent les peuples Fang-Ntoumou à travers les frontières et, la position frontalière qui débouche sur le Gabon et la Guinée Equatoriale. Ces deux éléments, mis ensemble favorisent le développement d'un système d'échange socio-spatial qualifié par certains auteurs de « triangle de l'opulence » (Cameroun-Gabon-Guinée Equatoriale), par opposition au « triangle de la mort » (Cameroun-Tchad-RCA) (Ngondi, 2015, p.89), ce dernier étant principalement marqué par l'insécurité transfrontalière.

Le caractère socio-spatial découle du fait que le département de la Vallée du Ntem et les unités administratives gabonaises et guinéennes qui l'avoisinent font partie d'un même et unique terroir sociologique et culturel (Dugast, 1949, p.80). Il s'agit du terroir Ntoumou qui relève à son tour du vaste ensemble territorial Fang. La délimitation des Etats modernes par des frontières conventionnelles en vue de contenir les différentes entités politiques dans leurs espaces de souveraineté n'a pratiquement pas affecté le

fonctionnement du territoire sociologique. Par conséquent, en dépit de l'existence des points de passage officiels où sont postés douaniers et agents de force de l'ordre, la vallée du Ntem qui sert de frontière entre ces trois pays demeure un espace qui facilite les mouvements des biens et des personnes (Belinga, 2013, p.72). Aussi, les populations autochtones traversent aisément la frontière et vaquent à leurs occupations pour exercer pleinement leurs droits agraires indépendamment de la frontière internationale. A titre d'exemple, cinq familles venant du Gabon et de la Guinée seraient fondatrices en territoire camerounais de la localité d'Ekombang, noyau originel de la ville de Kye-Ossi.

Cette réalité visible et palpable sur le terrain complique le contrôle de ce territoire traditionnel. En effet, les populations autochtones procèdent, de manière naturelle, une liberté d'aller et venir dans les trois pays. L'enquête de terrain a relevé que les jeunes relevant du groupe Fang-Ntoumou constituent près de 70% des déserteurs des écoles. C'est dire qu'ils constituent la principale cible dans le cadre de la recherche d'une main d'œuvre, en ce sens qu'ils ont un avantage sociologique de mobilité transfrontalière. Aussi, le contraste observé sur le plan des revenus individuels incite les jeunes Ntoumou camerounais à rejoindre leurs « frères » installés de l'autre côté des frontières. Selon le rapport de l'indice de développement humain du PNUD de 2014, le revenu national brut par habitant (en dollars) est estimé à 2 557 pour le Cameroun, 16 977 pour le Gabon et 21 972 pour la Guinée équatoriale, les deux derniers étant les plus élevés de la CEEAC (PNUD, 2014, p.10).

En effet, la position transfrontalière du département de la Vallée du Ntem et la porosité des frontières (Siohdjie, 2016, p.4) ont favorisé la création de grands espaces marchands qui font de cet espace, le troisième plus important en matière d'échanges sur l'ensemble du pays. Le Gabon représente environ 16% et la Guinée Equatoriale 13% dans le taux d'échanges avec le Cameroun, se positionnant ainsi derrière le Tchad (39%) et le Nigéria (51%), (I'INS 2014).

2.2.2 La dépendance économique et développement des flux illicites

La vallée du Ntem se positionne comme une zone favorable aux échanges commerciaux entre les trois pays. C'est dans cette dynamique favorable que s'infiltrèrent des réseaux d'activités informelles qui échappent aux normes de contrôle par les États (CIRAD, 2005). Parmi ces activités illicites apparaissent le trafic de carburant, de gaz butane, de drogue et l'immigration clandestine (Chouala, 2004, p.96).

Pour attester de l'emprise des activités marchandes sur la jeunesse locale, les chiffres disponibles révèlent un taux de 95% de déserteurs d'écoles qui s'affairent effectivement

dans les marchés. La croissance de flux illicites voire, informels transfrontaliers dans cette partie trans-territoriale, consiste notamment à approvisionner les quatre plus importantes villes-marchés de cette région, dont trois (kyé-ossi, Abang Minko et Aboulou) sont dans la vallée du Ntem. Toutefois, les données actuelles et antérieures (OCISCA 1995, p.1-20 ; Bennafla 2002, p.23-48 ; Agrocom 2005, p.285-298 ; Nkendah et al 2011, p.34-49 ; et World Bank 2013, p.3) rendent peu compte de l'impact de ces flux sur la déperdition scolaire. La valeur des flux en transit dans cette région est d'autant plus importante dans les localités d'Abang-Minko'o (39%), Kyé-ossi (37%), de Campo Beach (27%) et de Lélé (22%) (INS, 2014, p.27). Le terme utilisé (flux illicites) pour décrire les activités illégales ou informelles, évoque l'hétérogénéité de ces activités à savoir : le non enregistrement des produits, l'économie parallèle ou souterraine, la contrebande, l'immigration clandestine et les trafics divers (CIRAD, 2005, p.58).

En effet, l'activité socio-économique dans cette partie du Cameroun, est rythmée par la tenue de marchés hebdomadaires donc trois (Kyé-Ossi, Abang-Minko et Menguikom) ont officiellement une vocation sous-régionale (**tableau 2**). Ces surfaces marchandes abritent diverses activités venants d'autres région comme l'Ouest (59%) et le Centre (31%) qu'ils servent de points de ravitaillement à une population venant des contrées assez éloignées du Cameroun, du Gabon et de la Guinée Equatoriale. La Vallée du Ntem reste l'un des principaux points, sinon la principale voie de sortie pour les produits que le Cameroun exporte vers ces pays. Outre ces marchés périodiques, les échanges commerciaux sont intenses entre les camerounais qui livrent principalement les produits agricoles et les habitants des pays voisins qui offrent principalement des boissons et autres produits manufacturés. Le taux de pauvreté évalué au Cameroun à 12,2% en milieu urbain, et 55% en milieu rural, dont le PIB dans cette zone oscille autour de 1000 US Dollars/an/habitant (MINEPAT, 2014, p.14) peut également expliquer l'attrait des pétro Francs CFA guinéens et gabonais sur les jeunes camerounais vivant dans ce milieu.

Cet attrait est d'autant plus prononcé que les perspectives relatives à l'évolution des différentes économies sont largement en faveur de la Guinée Equatoriale et du Gabon dont le volume des investissements par rapport aux effectifs de population (à peine deux millions pour le Gabon et moins d'un million pour la Guinée Equatoriale), génère un développement humain largement supérieur à celui que propose le Cameroun. On est dès lors fondé de s'interroger sur la capacité du Cameroun à sédentariser ces nombreux jeunes qui, pour la plupart ont effectué un parcours à l'école avant

d'abandonner (91,75%) et qui voient un *eldorado* économique de l'autre côté de la frontière (Mfewou et al. 2018, p.293).

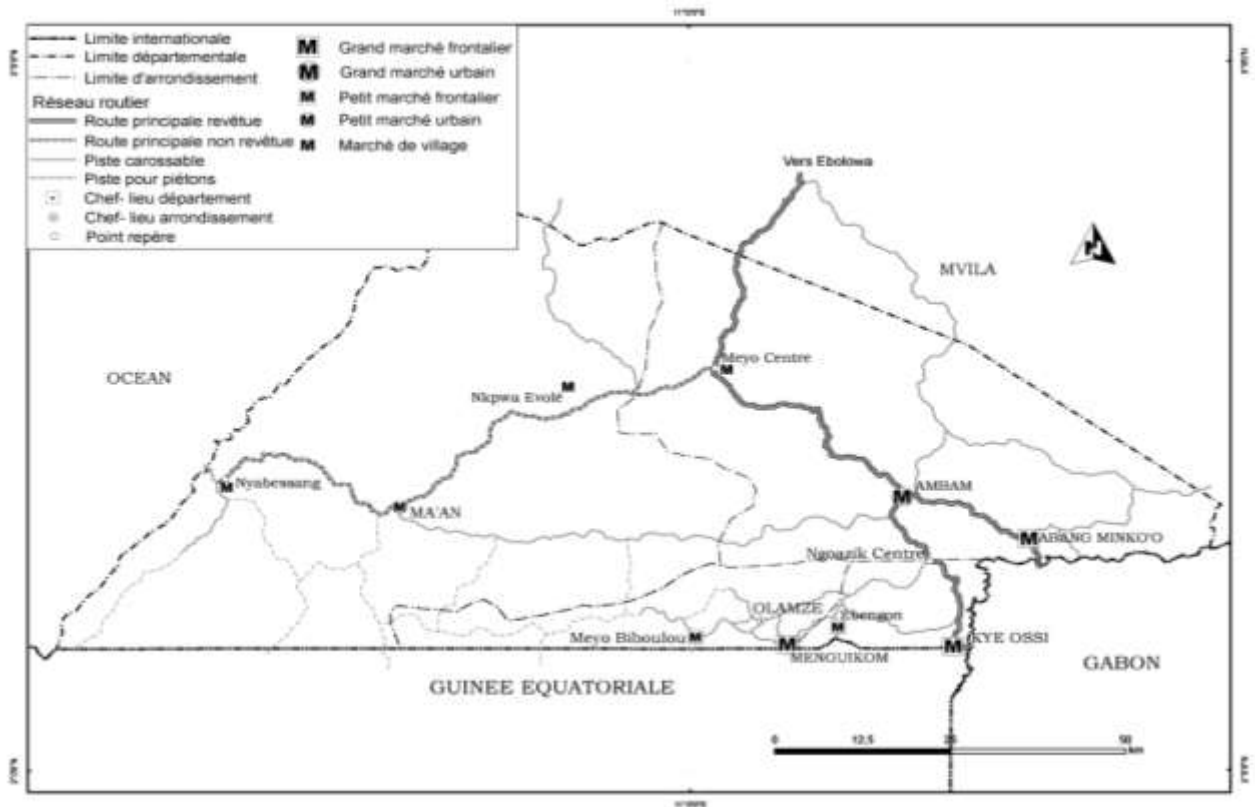
Tableau 2 : Quelques données sur les principaux marchés de la Vallée du Ntem

N°	Marché	Jour de tenue	Effectif de marchands	Recettes communales annuelles (en FCFA)	Groupe commerçant dominant
1	Kye Ossi	Mercredi	2000	120.000.000	Bamoun
2	Abang Minko	Samedi	2500	50.000.000	Bamoun
3	Meguikom	Mardi	1500	10.000.000	Bamoun
4	Meyo Biboulou	Jeudi	1000	3.000.000	Ntumu

Source : *Enquêtes de terrain et registres fiscaux des municipalités d'Ambam, de Kyé-Ossi et d'Olamzé, 2012.*

Ce tableau décrit effectivement qu'il s'agit de places marchandes d'une envergure considérable. Les données qui y sont mentionnées correspondent aux enregistrements officiels qui, souvent minimisent la réalité observée sur le terrain. Dans ces marchés qui sont considérés « comme des plaques tournantes commerciales fondamentales entre le Cameroun, la Guinée Equatoriale et le Gabon », (Mfewou et al. 2018, p.295) les adolescents vendent et surtout, assurent le transport des marchandises en qualité de « dockers ». Les jeunes de moins de 18 ans y sont les acteurs les plus nombreux, soit plus de 75%. On comprend dès lors pourquoi, les jeunes de cet ensemble social pointent au second rang des déserteurs d'écoles. Aussi, le cycle hebdomadaire de la tenue des marchés qui sont concentrés (figure.4) sur un périmètre réduit peut également favoriser une présence permanente de ces jeunes dans ces lieux.

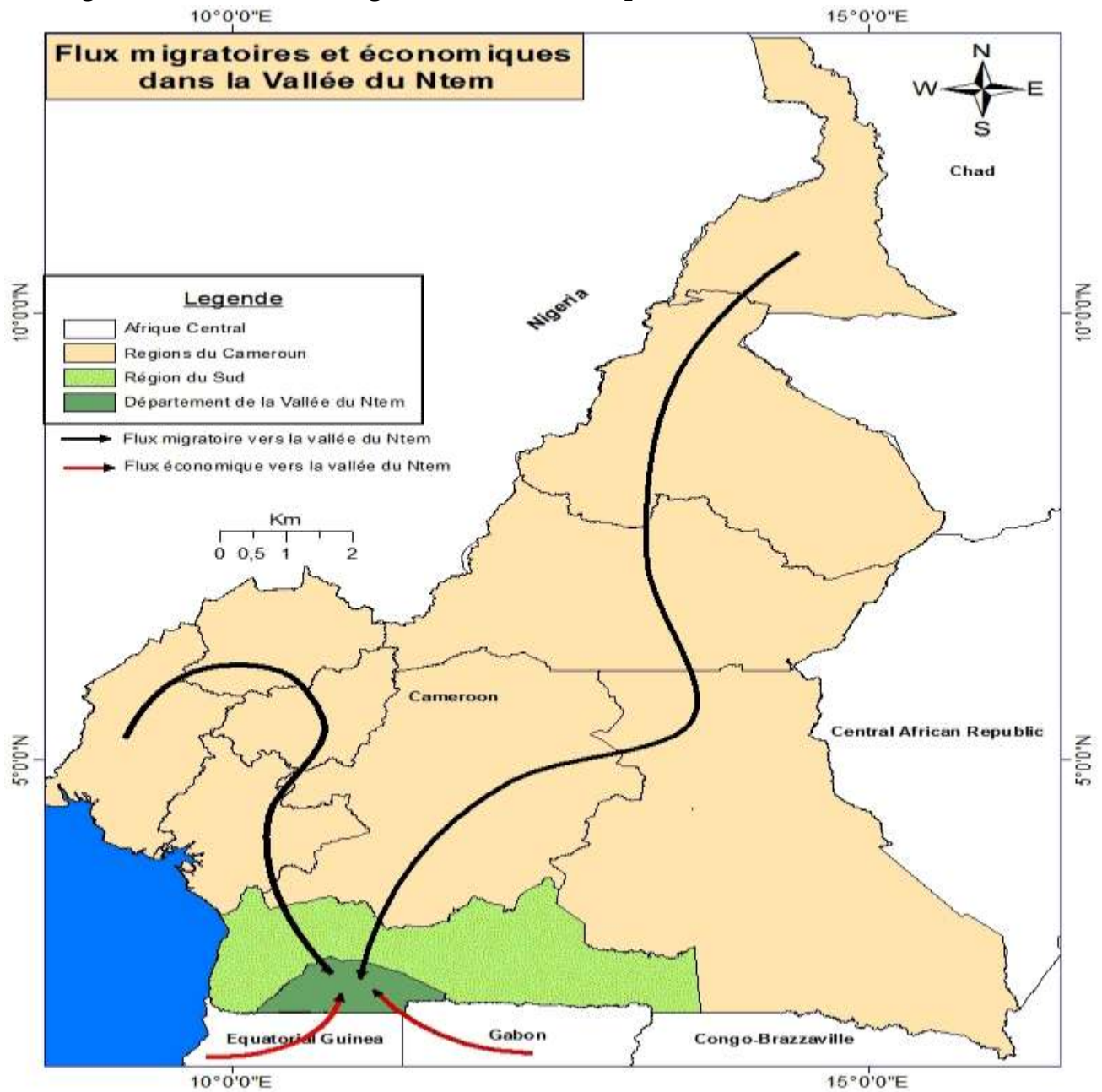
Figure 4 : Localisation des marchés dans la Vallée du Ntem



Source : cartotheque de l'INC 2016

Le tableau ci-après affiche des données sur l'activité commerciale dans quelques-unes de ces zones. En effet, cette figure essaie de montrer dont les quatre (4) plus importantes portes d'entrées/sorties, sur les 18 que compte la zone, et les 101 voies (littoral non compris) que compte le Cameroun. Cela explique le fait que cet espace abrite un réseau flux migratoires et économiques très dense et varié (figure 5), s'appuyant sur les différents marchés périodiques dont trois sont officiellement reconnus d'envergure sous régionale, à savoir Kye-ossi, Abang Minko et Meguikom.

Figure 5 : Sens de flux migratoires et économiques à l'extrême-Sud Cameroun



Source: Auteurs

L'effervescence des flux dans cette espace est le fait de plusieurs facteurs structurés certes, autour des liens culturels et sociologiques de part et d'autre des frontières (CIRAD-SCAC 2007), mais aussi et surtout, de l'incapacité des gouvernements à contrôler les mouvements des personnes et des biens à travers les frontières poreuses.

3. Discussion

La corrélation théorico-empirique illustrée à travers les données géoéconomiques et socio-culturelles de la zone des trois frontières au Sud-Cameroun, permet d'analyser le rôle des pétro-francs CFA gabonais et guinéens dans la déperdition scolaire dans la vallée du Ntem. Les données sont désagrégées au niveau des sources primaires, incluant les enquêtes menées par l'INC, et secondaires issues de la littérature existante. Elles couvrent une période assez longue au cours de laquelle, la dynamique géoéconomique dans le triangle de l'opulence (Cameroun-Gabon-Guinée équatoriale) a connu une effervescence dans le temps et dans l'espace de sorte que, la frontière Sud-Cameroun est devenue, au sens de Mfewou, Tchekote et Lemouogue (2018, p.296) un espace qui attire et qui mobilise les populations jeunes.

Si pour ces auteurs, les caractéristiques des acteurs de la déperdition scolaire et la position frontalière du département de la Vallée du Ntem déterminent certes l'encrage sociologique du système éducatif dans cette partie du Cameroun, pour d'autres, cela pose aussi le problème global de la politique nationale de gestion des frontières et d'encadrement des populations jeunes vivant à proximité de ces frontières (Mfege, 2005, p.162). Les enquêtes de l'INC dans le cadre d'une recherche-développement dans la zone, révèlent que près d'un tiers des jeunes qui sortent des écoles migrent finalement vers la Guinée Equatoriale en quête de petits emplois. Une proportion toute aussi importante se dirige vers le Gabon dans le même but. Bien entendu, il s'agit essentiellement des « fils du terroir » qui mettent à profit leur origine socio culturelle pour s'intégrer plus aisément.

Il importe de rappeler que, jusqu'à la fin des années 1990, c'est-à-dire avant le boom pétrolier équato-guinéen, la déperdition scolaire dans cette zone s'élevait à 10% environ. Ce taux comptait parmi les plus faibles du Cameroun. Si aujourd'hui la proportion est sept fois plus élevée, cela révèle clairement que le Cameroun n'a pas su mettre en place une politique frontalière capable de sédentariser sa jeunesse.

En 2012, l'Etat a lancé dans ce département, *le projet hydroélectrique de Memve'ele* d'un coût global de 420 milliards de francs CFA en vue de la production de 201 mégawatts d'électricité (La lettre Economique du Cameroun, 2013, p.2). Jusqu'au milieu de l'année 2013, ce projet employait à peine une centaine de jeunes résidents permanents dans la Vallée du Ntem, faute de profils de formation adéquats. Il faudrait donc songer à adapter les programmes de formation scolaire aux opportunités d'emplois existantes ou potentielles. De plus, ce département enregistre une densité de moins de 15 habitants au

kilomètre carré. Il offre donc de réelles possibilités d'accroissement de la production agro pastorale. Les jeunes peuvent s'y lancer en se formant aux techniques qui s'y prêtent. Toutefois, en dépit des mesures sus préconisées, il importe de signaler que nombre de facteurs dissuadent pratiquement les jeunes de ce terroir à y rester. Il s'agit notamment de l'enclavement par rapport aux grands poles urbains que sont Douala et Yaoundé, du déficit des enseignants du secteur public et du manque d'infrastructures comme l'électricité et les télécommunications. Dans les communes de Ma'an et d'Olamze, ces équipements de base n'existent pratiquement pas.

Alors, dans le Sud-Cameroun comme ailleurs dans les zones frontalières, le Gouvernement du Cameroun devrait mettre un accent particulier sur le développement infrastructurel. Cela ferait moins peser le caractère périphérique de ces zones transfrontalières (Mbega, 2015, p.22) aux populations qui souffrent déjà de se savoir si éloignés des grands centres de décision.

En d'autres termes, la particularité voire, la singularité de la dynamique socio-économique et géographique de cette zone transfrontalière est un facteur aussi bien prépondérant que déterminant dans le fort taux de déperdition scolaire dans cette localité. Mais, au-delà de ce facteur qui est réel dans plusieurs localités du Cameroun, la dimension géo-économique et sociologique du département de la vallée du Ntem a également un impact considérable sur les jeunes déserteurs d'écoles dans ce département (40%).

Conclusion

La vallée du Ntem regorge une série d'échanges transfrontaliers dans laquelle s'infiltrent des réseaux d'activités informelles échappant aux normes de contrôle par les États (CIRAD, 2005, p.59). Parmi ces activités illicites apparaissent le trafic de carburant, de gaz butane, de drogue et l'immigration clandestine (CIRAD-SCAC, 2007, p.31). Quoique préoccupante, la situation de la désertion et déperdition scolaire dans le département de la Vallée du Ntem reste contrôlable malgré l'attrait financier qui caractérise cette zone qualifiée de « triangle de l'opulence ». Au risque de conduire à une émigration massive des jeunes, il importe qu'une diplomatie des villes, entre les trois pays, permettant l'encadrement des populations frontalières soit mise en place. Cela ne nécessite pas forcément la création de nouvelles structures d'encadrement des jeunes. Il faudrait simplement définir des modalités permettant de privilégier les groupes sociaux vulnérables de par la position géographique frontalière de leur environnement et la proximité de pays mieux nantis. Pour ce qui est du Cameroun, les

organismes publics de financement et d'encadrement comme le PAJER-U (Programme d'Assistance des Jeunes Ruraux et Urbains) et le PIAASI (Programme Intégré d'Assistance des Acteurs du Secteur Informel), faisant certes partie des actions entreprises par l'Etat pour stabiliser les jeunes, pourraient accentuer leurs interventions dans des zones périphériques et frontalières comme la Vallée du Ntem, afin de renforcer la capacité des jeunes à se prendre en charge. A côté de ces appuis multiformes, il faudrait tout faire pour y relever la qualité des infrastructures de base, car sur ce plan précis, il est nécessaire d'agir dans le sens de décomplexer les jeunes camerounais vis-à-vis de leurs congénères des pays voisins. C'est dans cet ensemble transfrontalier que se jouent les jeux de fermeture de frontières, d'intégration socio-économique et de dynamiques marchandes (Nkendah et al., 2011, p.42) c'est-à-dire une combinaison entre discontinuité et cohésion socio-spatiale, suscitant ainsi plusieurs problématiques, en l'instar de celle sur les dynamiques migratoires et insécurité transfrontalière à l'extrême Sud du Cameroun.

Références bibliographique

BELINGA Eric Bertrand. (2013). « Coopération transfrontalière entre le Cameroun et la Guinée-équatoriale », *Institut Des Relations Internationales Du Cameroun, Mémoire de Master 2*. Yaoundé.

BENNAFLA Karine. (2002). *Le commerce frontalier en Afrique centrale : acteurs, espaces pratiques*. Editions Karthala. Paris: Karthala.

CAMEROUN. 2012. Rapport d'Analyse du Secteur de L'éducation de Base, AGENCE, Japonaise de Coopération Internationale (JICA), AOÛT

CHOUALA, Yves Alexandre. (2004). « L'installation des Camerounais au Gabon et en Guinée équatoriale, les dynamiques originales d'exportation de l'Etat d'origine ». Dans SINDJOUN Luc, *Etat, individus et réseau dans les migration africains* (pp. pp. 93-145). Paris: Karthala.

CIRAD. (2005). *Quantification Des Flux Transfrontaliers : Etude des flux transfrontaliers de produits agricoles et horticoles sur les frontières sud-Cameroun*. Yaoundé: N° 2005-4141.

CIRAD-SCAC. (2007). *Quantification des flux transfrontaliers entre le Cameroun et ses voisins de sa frontière Sud*. Yaoundé: Rapport de recherche.

Commission de l'Union africaine (CUA). 2017. Rapport Sur Les Statistiques de la Migration de la Main-d'œuvre en Afrique en 2015. pp.1-127

Commune d'Ambam. (2010). *Plan de Développement Communal d'Ambam*.

DUGAST. (1949). Inventaire ethnique du Sud-Cameroun. Yaoundé: *Mémoires de l'Institut Français d'Afrique Noire*.

ECAM4. (2014). *Pauvreté et Evolution du Pouvoir d'achat Des Ménages*. Enquête auprès des ménages, INS.

Fonds Monétaire International (FMI).2017. *Base de données des perspectives de l'économie mondiale*, octobre.

Fonds Monétaire International (FMI). 2015. Communauté Économique et Monétaire de L'Afrique Centrale (CEMAC), Juillet. [Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale \(CEMAC\): Questions Générales; Rapport du FMI No. 15/308, 1 de juillet 2015 \(imf.org\)](#)

Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP). (2014) "Géopolitique du pétrole dans la CEEAC: l'enjeu des nouvelles politiques des hydrocarbures", NoteN°9 25 juin 2014, pp.1-24.

Institut National de la Statistique (INS). (2011). *Deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun*. Yaoundé: EESI2.

Institut National de la Statistique (INS). (2013). *Enquête sur les échanges transfrontaliers de marchandises au Cameroun: Bilan méthodologique et résultats*. Yaoundé.

Institut National de la Statistique (INS). (2014). *Monographie des échanges transfrontaliers de marchandises au Cameroun*. Yaoundé.

LOULICHKI Mohammed. (2018). « L'intangibilité des frontières africaines à l'épreuve des réalités Contemporaines », *OCP Policy Center*. Pp.1-34.

MBEGA MESSE, Christian-Yann (2015). « Les régions transfrontalières: un exemple d'intégration sociospatiale de la population en Afrique Centrale? » *Ethique publique*.

MFEGE ONANA, André-Hubert (2005). *Le Cameroun et ses frontières : une dynamique géopolitique complexe*. Editions L'Harmattan.

MFEWOU Abdoulay, TCHEKOTE Hervé, LEMOUOGUE Josephine. (2018). "Frontières Et Dynamiques Socio-Spatiales En Afrique: Une Analyse À Partir Des Frontières SudCamerounaises". *European Scientific Journal*, Vol.14, No.5, pp.285-298 Doi: 10.19044/esj.2018.v14n5p285 [URL:http://dx.doi.org/10.19044/esj.2018.v14n5p285](http://dx.doi.org/10.19044/esj.2018.v14n5p285).

MINEPAT. (2014). Ministère de l'Economie et de la Planification du Territoire. *Rapport d'activité*.

MINESEC. (2009-2010-2011). *Ministère des Enseignements Secondaires*. Yaoundé: Rapport d'Activités.

NGODIE Etanislav. (2015). « L'Afrique centrale face aux enjeux sécuritaires du XXI^e siècle », . CODESRIA., pp. 79-102.

NKENDAH Robert, AKO Edouard, TAMOKWE Bertrand, NZOUÉSSIN Chantal, NJOUPOUOGNIGNI Moussa, MELINGUI Estelle et AZEUFOUET Alain (2011). « Cameroun. Le commerce transfrontalier informel des produits agricoles et horticoles », . *Économie rurale*, pp.34-49.

ODECO. (2006). *Les Circuits De Commercialisation Et Méthodes De Mise En Marche Des Produits Agricoles Au Niveau des marchés frontaliers avec les pays de la Guinée équatoriale et le Gabon*.

PAGEZY Hélène, CARRIER Stéphanie, COGELS Serge. (2000). « Hors des aires de conservation: Vallée du Ntem (Sud-Cameroun) » . *Future of Rain-Forest People (FRP)*, pp. 79-102.

PNUD. 2014. Indice de développement humain 2014. Disponible en anglais à l'adresse: <http://hdr.undp.org/en/content/table-1-human-development-index-and-its-components>)

ROSELLINI Christine. 2005. « La répartition de la rente pétrolière en Afrique centrale : enjeux et perspectives », *Afrique contemporaine*/4 (n° 216), pp.125-138

SIOHDJIE YEPTIEP, Yannick Stéphane (2016). « Construction socio-historique de long terme des frontières du Cameroun, du Gabon et de la Guinée Equatoriale » . *IFD*, pp.1-12.

VOAAFRIQUE. (2014). « La Guinée équatoriale, Eldorado des hydrocarbures ». [La Guinée équatoriale, Eldorado des hydrocarbures \(voaafrique.com\)](http://voaafrique.com)

WORD BANK. (2013). *Estimating Trade Flows, Describing Trade Relationships and Identifying Barriers to Cross-Border Trade Between Cameroon and Nigeria*. Consulté le Aout 16, 2019, sur <http://documents.worldbank.org/curated/en/2013/05/18018981/>.